



CHSCTD du 15/09/2020

Déclaration de la FSU 37

Nous vivons un début d'année scolaire exceptionnel car la situation sanitaire de notre pays l'impose. Cette rentrée fait suite à une très longue période troublée pour l'Ecole, pour les personnels quand l'organisation des écoles était bricolée dans l'urgence, quand les moyens matériels manquaient, quand les personnels se débrouillaient, innovaient pour enseigner à distance, quand ils étaient si peu considérés par leur Ministre !

Alors une rentrée scolaire normale, ou presque normale, oui, les enseignants l'ont attendue en espérant que les carences, les attermolements et autres erreurs de leur Ministre soient fortement corrigés. Mais le Ministère a-t-il évolué dans la stratégie de gestion de crise, d'anticipation, d'approvisionnement en matériel, de considération professionnelle et de protection de ses agents ? Un protocole sanitaire revu et allégé en juillet puis août, lequel simplifie effectivement l'accueil prioritaire de tous les élèves.

Nous observons hélas les mêmes lenteurs forçant les mises en œuvre à la dernière minute.

Dans le même temps, l'Italie créait 50 000 postes pour alléger les effectifs des classes et investissait dans 2 millions de tables individuelles. L'Allemagne renforçait son protocole sanitaire. La Grande Bretagne augmentait les salaires de ses professeurs de 3,1 %. En France, le Ministre a pourtant trouvé le temps d'augmenter tous les hauts cadres de l'Education. Quel mépris pour la profession !

Il aurait été nécessaire d'avoir du temps pour poser un cadre de rentrée apaisant pour les enseignants, les élèves et les parents d'élèves. Il aurait été possible de réfléchir en amont à la préparation d'une rentrée plus sereine, préparation de rentrée demandant une très importante charge de travail du fait des annonces tardives.

- La question des masques en tissus insuffisamment protecteurs n'est pas réglée : les personnels sont donc exposés au risque par leur employeur. Beaucoup d'entre eux financent leurs masques chirurgicaux. Certains vous alertent officiellement sur leur crainte ;
- Les personnels à risques ne sont protégés que par des masques chirurgicaux : pourquoi pas FFP 2 ?
- Le gel hydro alcoolique n'est pas fourni aux personnels ?
- Les conditions matérielles dans certains établissements devraient être améliorées ;
- Des clarifications ont été heureusement apportées pour la situation administrative des personnels contraints de rester à leur domicile (ASA ou travail en distanciel). Mais il n'est pas acceptable que le jour de carence soit maintenu pour les collègues atteints de la Covid ;
- La reconnaissance comme maladie professionnelle devrait être acquise également.

Le sujet de la continuité pédagogique est aussi central. Assurer ses obligations de service devant élèves, devoir le faire également à distance pour les élèves éloignés de l'école relève de la mission impossible. Il faut y ajouter qu'en cette rentrée, les personnels vont encore devoir assurer le suivi des élèves avec leur propre matériel. Les enjeux de ce retour à l'école pour les élèves, et encore plus pour ceux qui ont décroché, sont énormes. Les personnels en sont conscients et ont le souci de bien faire. Pour qu'ils le fassent au mieux, l'employeur doit leur garantir la protection qui leur est due, leur fournir les matériels indispensables.

Les personnels nous questionnent, certains sont très inquiets pour leur santé, certains sont en âge d'être grands-parents...

L'évolution du contexte sanitaire sur le territoire sera déterminante pour les conditions de scolarité et de travail et nous souhaitons vivement un apaisement dans la transmission du virus pour éviter tout retour à l'enseignement à distance. Mais de manière prioritaire, nous exigeons des évolutions pour

- une meilleure protection de tous les personnels,
- un meilleur accompagnement des écoles sur le plan matériel, équipements et aménagements des locaux...

Enfin, les conditions de travail dégradées concernent aussi d'autres aspects, notamment :

- les évaluations nationales qui sont imposées encore cette année particulière. Elles sont chronophages, peu ergonomiques, jugées inutiles par la profession, elles se superposent aux outils des enseignants : il serait temps qu'elles soient suspendues.
- également la formation continue. Le dispositif plan maths et plan français dans les écoles s'impose en réunions en présentiel dès les 23 et 30 septembre. Ce calendrier immédiat comme la forme des visites dans les écoles ne permettent pas de mettre en place un climat de confiance et suscitent de nombreuses réactions. Ce mode de gestion qui impose des choix sans lien avec la profession illustre encore la stratégie managériale, autoritaire et uniquement descendante de notre ministère. Cette stratégie éloigne encore les personnels de la hiérarchie, accentue inévitablement le mal être au travail. Il est urgent que cela change.